



## CONVENTION CADRE

### Fonctionnement des salles communautaires polyvalentes et de spectacles

#### Principes généraux

La communauté de communes a bâti, en 2004, un programme d'aménagement du territoire avec la réalisation d'équipements destinés à développer l'accès à la culture et aux loisirs pour tous.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent les salles polyvalentes et de spectacles de Drap, Contes et Berre les Alpes dans lesquelles plusieurs types d'activités pourront être menées : cours, formations, stages, répétitions, expositions, manifestations communales, intercommunales ou associatives, spectacles divers (musique, théâtre, danse, divertissements ...).

Les modalités de fonctionnement de ces salles sont définies dans une convention cadre passée entre la communauté de communes et chaque commune siège avec l'objectif de répondre aux besoins de la population du pays des Paillons à partir des initiatives de la communauté, des communes et du milieu associatif, sans délocaliser ce qui se fait dans les communes.

Les conditions dans lesquelles ces salles polyvalentes et de spectacles peuvent être mises à la disposition des associations du pays des Paillons ou de divers organismes font l'objet de chartes de bonne utilisation établies par la CCPP et passées entre la commune siège et chaque utilisateur.

#### Convention cadre de fonctionnement

##### *Entre les soussignés :*

**La communauté de communes du pays des Paillons**, domiciliée 55 bis RD 2204 – la Pointe de Blausasc – 06440 Blausasc, désignée ci-dessous par « la communauté de communes », représentée par son président, Monsieur Edmond Mari, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° 170436 du conseil communautaire en date du 19 avril 2017,

*d'une part,*

*et :*

**La commune de**, désignée ci-dessous par « la commune », représentée par son Maire en exercice,

*d'autre part.*

**il a été convenu ce qui suit :**

## Article 1 : Objet

Par la présente convention, la communauté de communes du pays des Paillons confie à la commune le fonctionnement de l'équipement communautaire, et précise les conditions dans lesquelles cette charge devra être assurée.

## Article 2 : Charges de la commune

La communauté de communes confie à la commune les missions suivantes :

1/ L'entretien des locaux

La commune s'engage en outre à assurer la propreté des abords du bâtiment

2/ L'entretien du matériel et des équipements

3/ Le fonctionnement général des trois types d'activités qui peuvent se dérouler dans les locaux :

- Les activités régulières (cours, formations...) dans la salle d'activités, selon les règles suivantes :
  - les utilisateurs sont les associations locales dont l'objet exclusif est la formation aux arts vivants (danse, musique, théâtre, cirque ...) et qui sont agréées par leur commune siège, ainsi que les établissements scolaires via la commune,
  - les modalités de mise à disposition sont détaillées dans une charte de bonne utilisation à intervenir entre la commune et l'association,
  - un planning annuel d'occupation est établi par la commune.
- Les manifestations organisées dans la salle d'activités ou dans la salle de spectacles en fonction de la nature des activités et du nombre de participants, selon les règles suivantes :
  - les utilisateurs sont la communauté de communes, les communes et établissements publics du pays des Paillons, les écoles via les communes, les associations et organismes du pays des Paillons agréés par leur commune siège,
  - les demandes doivent être déposées dans le courant du mois de juin auprès de la commune qui établit le planning annuel d'utilisation, ou au plus tard un mois avant la date de la manifestation si des créneaux restent disponibles,
  - pour les associations et organismes, une seule manifestation annuelle sera susceptible d'être retenue en évitant toute programmation de même nature à la date fixée dans d'autres salles communautaires,
  - les manifestations autorisées doivent être en liaison avec l'activité culturelle et/ou avec l'objet de l'association,
  - il est possible de souscrire des contrats de co-réalisation avec un producteur de spectacles, à raison de deux ou trois dans l'année.
  - sont également autorisées les manifestations de portée départementale, régionale ou nationale, les créations artistiques, les locations à des associations n'ayant pas leur siège social dans le pays des Paillons pour l'organisation d'un spectacle, au maximum trois fois par an, sans pénaliser les associations locales qui doivent rester prioritaires,
  - les modalités de mise à disposition sont détaillées dans une charte de bonne utilisation à intervenir entre la commune et l'utilisateur, charte qui intégrera, notamment, les conditions techniques d'utilisation de la salle et du matériel ainsi que le barème applicable :
    - concernant les conditions techniques, l'équipement scénique ne peut pas être exploité sans la présence d'un responsable technique de la commune,
    - concernant le barème de mise à disposition (annexe 1), il est établi en fonction de la salle utilisée, de la nature de la manifestation, de la nature de l'association ou de l'organisme.
- Le programme communautaire de spectacles, dans la salle de spectacles, la commune ayant en charge le choix, la commande et l'organisation des spectacles selon les règles suivantes :
  - répartition des spectacles sur une saison annuelle qui se déroule du mois de septembre au mois de juin de l'année suivante,
  - le choix des spectacles doit tenir compte de la capacité d'accueil de la salle qu'il convient de remplir, et être en adéquation avec les disponibilités financières,

- les représentations doivent satisfaire à des critères de qualité tout en étant à la portée du plus grand nombre avec des tarifs raisonnables,
- les contrats de co-réalisation sont également autorisés pour les spectacles communautaires.

#### **Le contrat de co-réalisation**

C'est un contrat conclu entre un producteur et un organisateur de spectacles vivants aux termes duquel les parties s'associent pour parvenir à la réalisation de représentations et se partagent la recette générée par le spectacle. Le « producteur » est la personne qui assure la représentation et « L'organisateur » celui qui accueille le spectacle.

Ils se partagent les obligations et les responsabilités de la façon suivante :

Le producteur, qui s'est engagé à fournir un spectacle entièrement monté, assume toutes les responsabilités liées au spectacle. Il est redevable du paiement des droits d'auteur à la SACD.

L'organisateur fournit la salle en ordre de marche, le plateau technique, et assure toutes les responsabilités relatives à l'accueil du public, à l'encaissement, à la comptabilité des recettes.

Les parties doivent définir dans le contrat le prix des places, la répartition des recettes, ainsi que la détermination des dépenses communes déduites du montant des recettes avant partage (droits d'auteur, TVA due sur les recettes du spectacle, etc.). Le contrat peut également prévoir une clause de minimum garanti au profit soit du producteur, soit de l'organisateur.

### **Article 3 : Dispositions financières**

La commune facture à la communauté de communes les frais de spectacles ainsi que les prestations rendues pour assurer le bon fonctionnement de l'équipement (maintenance et entretien du bâtiment, du matériel et des installations ...).

La communauté de communes prend directement à sa charge les contrats d'eau, d'électricité, de téléphonie et internet, et souscrit les contrats d'entretien conformes aux obligations réglementaires : climatisation et VMC, vérifications électriques, système sécurité incendie, contrôle de l'équipement scénique, télésurveillance, ascenseur, ...

### **Article 4 : Obligations des parties**

La commune s'engage à :

- Respecter et faire respecter par les utilisateurs les dispositions contenues dans la législation et les textes réglementaires relatifs :
  - aux établissements ou locaux recevant du public et à usage d'audition, de conférence, de réunions, de spectacles ou à usages multiples,
  - aux spectacles vivants,
  - aux lieux diffusant de la musique amplifiée,
  - à l'hygiène et à la sécurité,
  - au maintien de l'ordre à l'intérieur et à proximité du bâtiment.
- Respecter et faire respecter par les utilisateurs la capacité d'accueil des locaux telle que notifiée par la commission de sécurité.
- Assurer l'organisation et la gestion de la billetterie selon la réglementation en vigueur.
- Fournir, chaque année, à la communauté de communes un bilan d'activités et financier global en identifiant le programme communautaire de spectacles.

La communauté de communes du pays des Paillons s'engage à :

- Assurer un suivi du bâtiment à partir d'un état des lieux régulier des locaux
- Réaliser les travaux incombant au propriétaire
- Imprimer les deux brochures annuelles du programme communautaire de spectacles

### **Article 5 : Coordination**

Une coordination régulière sera mise en place entre la commune et la communauté de communes. Elle concerne :

- Le planning annuel d'utilisation de la salle d'activités pour les activités régulières (accompagné des chartes de bonne utilisation ou des conventions de mise à disposition), transmis par la commune à la communauté de communes ainsi que toutes les modifications de planning pouvant intervenir pendant l'exercice.

